

## Après la « semaine de la honte » et le non-lieu du TA... Construire collectivement. Gagner ensemble !

*Retour rapide sur cette « semaine de la honte »*

D'abord nous voulons quand même souligner que l'administration a clairement mis les pas dans ceux du gouvernement pour « criminaliser l'action syndicale ». Vous le savez l'article 3 de la loi dite « anti-casseurs » a été censurée par le Conseil Constitutionnel. Cet article visait notamment à permettre aux préfets d'interdire une personne de manifestation « *s'il existait des raisons sérieuses de penser qu'elle troublerait l'ordre public...* ». Eh bien c'est la même motivation que la DRFiP 31 a employée en demandant le recours à la force sur d'éventuels piquets dès lors qu'un préavis de grève était déposé et que nous avons écrit dans un tract local « On ne lâche rien ». Les parlementaires opposés à l'article de loi ont employé le terme de « liberticide », que dire de plus ?

Ensuite nous voulons à nouveau mettre l'accent sur la très grande solidarité qui s'est exprimée dès l'annonce de l'assignation au tribunal administratif.

### Message de soutien de la Polynésie

*Soyez assurés de tout le soutien des camarades de Polynésie.*

*Ce qui se passe à Toulouse est inadmissible !!!*

*Nous porterons haut et fort notre soutien aux agents de la Haute-Garonne dans notre liminaire de notre première CAPL de demain. Bon courage à toutes et tous*



Nous avons reçu et continuons à recevoir des centaines de motions et messages de soutien, de métropole et d'outre-mer, de tous grades et de de toutes positions sur le conflit en Haute-Garonne. L'intersyndicale et « les 40 » remercient chaleureusement cet élan de solidarité qui les touche.

**Les actions se poursuivent et non... On ne lâche rien !**

La semaine dernière les agents des sites de Saint Gaudens puis de Muret ont interpellé les directeurs en visite, y compris symboliquement. Ils ont voulu leur signifier le sentiment d'offense profonde ressentie largement par les personnels sur l'attitude de la Direction locale qui a lancé « la chasse aux agents ».



Ce lundi 8 avril, l'intersyndicale a également marqué solennellement la situation en refusant de siéger à la seconde réunion du CTL « cahiers revendicatifs ». Plusieurs délégués ont remis le texte commun aux directeurs, sans un salut et sans un mot.

Le midi, une centaine de collègues étaient également présents pour une interpellation bruyante à la direction avec casseroles, clairon, sifflets et tambours et une déambulation dans les couloirs de l'étage des directeurs. Une semaine après la valse des huissiers dans les services, une manière de montrer que l'administration ne nous fera pas taire avec ses menaces.



L'intersyndicale est également intervenue à l'AG annuelle de la mutuelle pour présenter les dix semaines de mobilisation en Haute-Garonne.

Des assemblées générales se sont tenues sur plusieurs sites pour discuter collectivement des suites à mettre en œuvre : dynamiques avec les autres secteurs de la Fonction Publique, visibilité sur les bâtiments, actions vers les usagers sur les horaires variables, actions et interpellations sur les sites. En attente des appels à la grève (**et en tout premier lieu l'appel de l'ensemble des organisations de fonctionnaires pour le 9 mai**), poursuivons la mobilisation !

### ***La Direction Générale doit répondre au « malaise » et aux revendications du 31 !***

Ce même lundi avril, nous avons rencontré le délégué interrégional pour lui rappeler le contexte de tension après 2 mois de mobilisation dans le département et face à l'attitude de la Direction. Nous lui avons renouvelé la demande de conciliation déjà faite par nos syndicats nationaux.

Alors que dans un premier temps le délégué nous ressortait une énième fois la caractérisation sur l'illégalité des blocages, nous l'avons vertement mis en demeure de prendre conscience de l'urgence de répondre aux revendications exprimées (revendications globales, emplois vacants, dialogue social, moyens budgétaires) mais aussi l'engagement nécessaire d'abandon de l'idée même de poursuites internes envers les agents.

Nous attendons cette semaine les réponses de la DG qui détermineront notre retour éventuel dans le dialogue social local. Dans ce cadre nous n'abandonnerons évidemment pas les suites données

aux cahiers revendicatifs et demandons à toutes et tous sur les sites « contributeurs » de lire et commenter les premières réponses de la DRFiP.

### ***Toutes et tous dans les AG et HMI...***

Nous invitons les personnels de tous les services à se réunir collectivement pour décider des modalités d'action à mettre en œuvre dans les prochains jours.

Nous le répétons, nous invitons également les services ayant rédigé les cahiers revendicatifs à étudier les réponses fournies par la Direction et nous transmettre leurs analyses.

**On se retrouve mardi 16 avril à midi à la Direction pour une AG des personnels.**

